

ALGÉRIE

Tableau 1

	2020
Population (millions)	44,1
PIB, en milliards de dollars courants	144,9
PIB par habitant, en dollars courants	3286,7
Taux de pauvreté national ^a	5,5
Taux de pauvreté international (1,9 dollar) ^a	0,4
Taux de pauvreté sur la base du seuil fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	3,7
Indice de Gini ^a	27,6
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	107,3
Espérance de vie à la naissance, années ^b	76,7

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2011).

b) Indicateurs du développement dans le monde pour le taux de scolarisation (2019) ; l'espérance de vie (2018)

L'économie algérienne s'est fortement contractée en 2020 sous l'effet des mesures d'endiguement de la pandémie et de la forte baisse de la production d'hydrocarbures, qui ont contribué à une dégradation importante du double déficit. La prise rapide de mesures de confinement a permis de contenir la pandémie, tandis que la campagne de vaccination a été lancée en janvier. Pour soutenir la reprise, les autorités ont annoncé des réformes économiques à long terme visant à assurer la transition vers un modèle économique tiré par le secteur privé, à réduire les graves déséquilibres macroéconomiques et à protéger les moyens de subsistance des Algériens.

Situation et enjeux

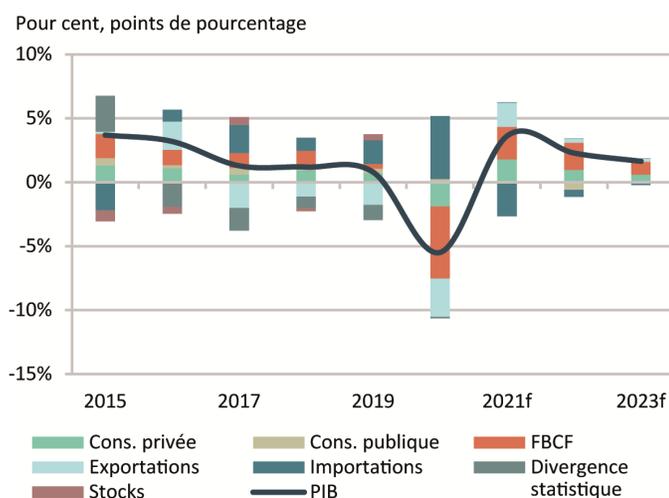
Les résultats économiques de l'Algérie sont en baisse en raison de la stagnation de la production d'hydrocarbures et d'un modèle dirigé par le secteur public en perte de vitesse. La croissance annuelle moyenne du PIB réel a atteint 3,3 % entre 2010 et 2016, avant de tomber à 1,1 % après 2017, entraînant ainsi une croissance négative du PIB par habitant. Le secteur des hydrocarbures s'est contracté de 2,1 % par an depuis 2010 en raison du recul des investissements, tandis que la hausse de la consommation intérieure a entraîné une baisse de 2,8 % par an du volume des exportations. Cette situation, associée au fléchissement des prix internationaux du pétrole, a entraîné des déficits des transactions courantes et du budget global atteignant en moyenne 13 % et 11 % du PIB, respectivement, depuis le choc pétrolier de 2014. Depuis, les dépenses publiques réelles ont stagné tandis que le rythme de croissance des secteurs hors hydrocarbures s'est ralenti. La transition vers un modèle de croissance tiré par le secteur privé s'avère difficile, les entreprises privées restant de taille étiquée, peu productives, largement informelles et confrontées à d'importants défis tels que les lourdeurs réglementaires, un accès limité au crédit, une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'omniprésence des entreprises publiques. L'économie algérienne est en proie à d'importantes difficultés liées à la pandémie de COVID-19 et à la chute simultanée de la demande et des prix du pétrole. L'impact des mesures de confinement a été généralisé, les secteurs des services et de la construction, ainsi que les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et ceux concentrés en grande partie dans le segment informel, étant particulièrement

touchés. Les frontières de l'Algérie sont fermées depuis un an et les flux commerciaux ont fortement diminué. Parallèlement, la chute brutale des prix du pétrole en février 2020 et le déclin des exportations d'hydrocarbures ont lourdement grevé les recettes budgétaires et extérieures. En mars 2021, les mesures de confinement restent en place, mais la campagne de vaccination a démarré grâce aux premières livraisons de vaccins effectuées en janvier. Le gouvernement a adopté en 2020 le Plan de relance socioéconomique, qui définit un programme de réformes structurelles visant à favoriser la transition vers un modèle de croissance durable tiré par le secteur privé. Si de nombreuses réformes ont été annoncées, une grande incertitude demeure quant à leur mise en œuvre.

Évolution récente

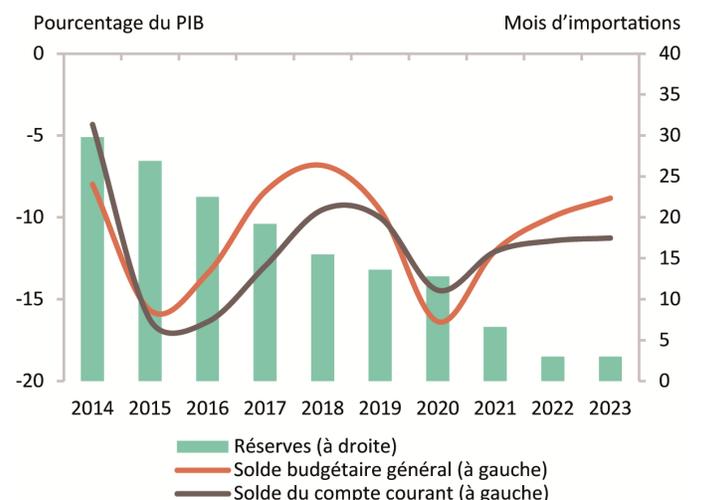
Une contraction de 5,5 % du PIB réel est attendue en 2020, compte tenu des mesures de confinement liées à la COVID-19 et de la réduction de la production d'hydrocarbures. Parallèlement, un recul de 8,5 % du secteur des hydrocarbures est également prévu, en raison de la forte baisse de la production algérienne de pétrole brut, en dessous du quota de production fixé par l'OPEP. Bien que les données des comptes nationaux soient incomplètes au-delà du premier trimestre 2020, on prévoit une chute de 4,4 % du PIB hors hydrocarbures pour l'année 2020. Après des baisses modérées au premier trimestre, la contraction de la production, de la consommation et des investissements s'est aggravée au deuxième trimestre. Les secteurs des services ont été durement touchés, de même que les activités industrielles et de BTP, en raison de la baisse des investissements. La contraction

FIGURE 1 Algérie / Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel



Sources : Autorités algériennes, estimation des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Algérie / Double déficit et réserves internationales



Sources : Autorités algériennes, estimation des services de la Banque mondiale.

économique devrait se poursuivre au second semestre, car les mesures de confinement sont restées en place. Malgré l'absence d'estimations récentes, en 2020 on s'attend à une augmentation de la pauvreté liée au recul de la croissance et de l'emploi, bien que les pressions inflationnistes aient été maîtrisées.

Malgré une légère dépréciation du taux de change, les exportations ont diminué de 37 % en 2020, en raison des effets de volume et de prix. Au cours des 11 premiers mois de 2020, les importations ont reculé de 18 % en glissement annuel, avec une contraction prononcée des importations de machines et d'équipements. Le déficit des transactions courantes devrait avoir atteint 14,4 % du PIB, et les réserves internationales ont diminué de 24 %, pour atteindre environ 12,8 mois d'importations.

Sur le plan budgétaire, les recettes fiscales ont diminué au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019, exacerbant ainsi la forte baisse des recettes budgétaires liées aux hydrocarbures. Les dépenses publiques sont restées inchangées, l'augmentation des dépenses courantes ayant compensé la baisse des investissements. Les interventions hors budget du Trésor avaient toutefois déjà atteint 4 % du PIB en milieu d'année, dans le contexte d'un soutien accru aux banques publiques et aux entreprises d'État. Pour financer un déficit budgétaire global devant atteindre 16,4 % du PIB, d'importantes liquidités ont été prélevées auprès d'entreprises publiques, entraînant ainsi la baisse des liquidités bancaires malgré l'assouplissement significatif du ratio prudentiel. Ces engage-

ments sont exclus de la dette publique officielle, qui a donc enregistré une légère augmentation, et reste à des conditions très favorables.

Perspectives

Une reprise économique lente est prévue pour 2021 et 2022, dans un climat de grande incertitude quant à la durée des crises sanitaire et économique. À ce jour, le rythme de la campagne de vaccination semble indiquer que des mesures de confinement partiel pourraient rester en place jusqu'en 2022. La chute de l'emploi et des revenus des sociétés, ainsi que la faible confiance des consommateurs et des entreprises, pourraient limiter la consommation et l'investissement privés. La hausse prévue des investissements publics soutiendra la croissance, même si les coûts des projets augmenteront avec les prix des importations. La production et les exportations d'hydrocarbures devraient se redresser, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale et des prix du pétrole, mais la reprise partielle des importations limitera la réduction du déficit des transactions courantes. Le déficit budgétaire global devrait rester élevé en 2021 et 2022 malgré le redressement des recettes d'hydrocarbures, en raison de l'augmentation des dépenses publiques et du passif éventuel réalisé des banques publiques exposées à des entreprises d'État en difficulté. La dépréciation du taux de change et le financement monétaire devraient se poursuivre,

afin de répondre aux besoins de financement élevés. Les pressions inflationnistes importées s'intensifieront tandis que l'activité économique et l'emploi resteront en deçà du potentiel économique du pays, compromettant ainsi la réduction de la pauvreté.

Les incertitudes quant au rythme de la reprise mondiale et intérieure et à la mise en œuvre des réformes nationales restent grandes. La propagation de nouveaux variants de la COVID-19 pourrait limiter l'efficacité de la campagne de vaccination et retarder la reprise économique mondiale et nationale, entraînant ainsi le recul de la demande extérieure de voyages internationaux et d'exportations algériennes. Des prix des hydrocarbures plus bas que prévu augmenteraient le double déficit, tandis que la satisfaction des importants besoins de financement du budget pourrait peser sur les liquidités bancaires et compromettre les efforts de relance. Avec des réserves de change devant couvrir trois mois d'importations d'ici fin 2022, le risque d'un ajustement désordonné du taux de change a augmenté. Alors que l'environnement économique reste instable et que les prix du pétrole augmentent, la reprise pourrait être entravée en cas de progrès insuffisants dans la mise en œuvre de réformes économiques décisives visant à promouvoir l'activité du secteur privé.

TABLEAU 2 Algérie / Indicateurs des perspectives de pauvreté au niveau macroéconomique.

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020 e	2021 p	2022 p	2023 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	1,2	0,8	-5,5	3,6	2,3	1,6
Consommation privée	2,8	2,1	-5,5	5,2	2,8	1,7
Consommation des administrations publiques	2,3	1,9	1,3	-0,2	-2,9	-0,5
Formation brute de capital fixe	3,1	1,0	-15,9	8,0	6,4	2,9
Exportations, biens et services	-3,7	-6,1	-11,1	7,4	1,2	1,0
Importations, biens et services	-3,6	-6,9	-19,7	12,3	2,4	0,5
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	1,5	1,0	-5,5	3,6	2,3	1,7
Agriculture	3,5	2,7	1,6	1,6	1,5	1,4
Industries	-2,6	-1,7	-7,3	5,1	1,9	1,7
Services	5,6	3,3	-5,3	2,7	2,9	1,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,5	2,3	2,1	3,9	4,1	4,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-9,5	-10,0	-14,4	-12,1	-11,4	-11,3
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,8	-9,6	-16,4	-12,1	-10,0	-8,8
Dette (en % du PIB)	37,6	45,6	51,4	56,1	60,5	65,3
Solde primaire (% du PIB)	-6,3	-9,0	-15,7	-11,6	-9,4	-8,3

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise en Pauvreté et équité et Commerce et investissement.
Note : e = estimation. p = prévision.